



Problématique de financement de PME dans la ville de KIKWIT, une analyse économique: cas des restaurants

¹Solange KASIANGA

¹Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de KIKWIT

Correspondant: [Professeur Ndungi Adingite, Laboratoire de Chimie Analytique, Université de KIKWIT,](#)

Abstract: The objective of this study is to understand the various sources of financing for SMEs in the city of Kikwit in general, and those in the restaurant sector operating in this city in particular. Our study also seeks to understand the various sources of financing used by SMEs and the outlook for the financing sector in the city of Kikwit. This is to examine the capacity building of Small and Medium Enterprises (SMEs), which are at the heart of modern economies. The importance attached to these types of businesses is explained by the fact that they constitute engines of growth, due to the rate of creation explained by the low level of investment they require, the level of job creation, and the low technological level that gives them adaptability to change, while the internationalization of economies, through the increasing openness of markets and the globalization of trade, seems to be weakening small businesses that previously operated in protected markets. These pitfalls of globalization are more of a concern in developing economies, where businesses are generally fragile and immature.

Key-words: Issues; SME financing; City of Kikwit; Economic analysis; Restaurants

Resumé : L'objectif poursuivi par ce travail est de connaître les différentes sources de financement des PME de la ville de Kikwit en général, et ceux du secteur des restaurants opérant dans cette ville en particulier. Notre étude cherche aussi à connaître les différentes sources de financement dont les PME usent et la perspective du secteur de financement dans la ville de Kikwit. Ceci pour voir le renforcement des capacités des Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui se trouvent au centre des préoccupations des économies modernes. L'importance accordée à ces types d'entreprises s'explique par le fait qu'elles constituent les moteurs de croissance par le taux de création expliqué par le faible niveau d'investissement qu'elles exigent, le niveau de création d'emplois et le faible niveau technologique qui leur confère une adaptabilité aux changements alors que l'internationalisation des économies, par l'ouverture croissante des marchés et la globalisation des échanges, semble fragiliser les petites entreprises qui, jadis évoluaient sur des marchés protégés. Ces écueils de la mondialisation s'avèrent plus préoccupants dans les économies en développement où les entreprises sont généralement fragiles et peu matures.

Mots-clés: Problématique; Financement de PME ; Ville de KIKWIT; Analyse Economique; Restaurants

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.16534046>

1.Introduction

La mondialisation économique ne constitue pas seulement un frein aux PME .En effet, l'état actuel du système financier n'est point de nature à faciliter l'accès des PME au financement. Les banques et les Institutions des Mico Finances (IMF) qui demeurent les principaux partenaires dans le financement des activités n'ont pas encore réussi à mettre en œuvre des financements optimaux pour cette niche de clientèle(ARON R., ET Cie;200:10-15). Cette difficulté réside dans la nature même des PME caractérisées par une grande diversité des besoins, une faiblesse des fonds propres, des garanties, de la capacité technique et de la qualité des produits, le faible degré de formalisation et l'absence d'une comptabilité fiable, etc.Deux aspects fondamentaux se posent aujourd'hui dans la problématique du financement des PME:d'une part, les banques qui disposent de surliquidités éprouvent des difficultés énormes à financer les PME du fait notamment des problèmes d'informalités, de faiblesse des garanties et du faible niveau de capitalisation dans les PME; d'autre part, les IMF qui disposent de mécanismes de financement plus souples éprouvent de grandes difficultés à répondre aux besoins de financement des PME en l'occurrence les petites entreprises(BELLENANTE B. et L.MABERANLT.,2000:10-20). L'essentiel des ressources collectées par les structures de micro finance sont des ressources courtes, ce qui limite leur capacité de transformation. Ceci montre clairement que la faiblesse des banques constitue la force des IMF et vice-versa. Dès lors se pose la question de l'articulation entre les deux secteurs. Aujourd'hui, dans la problématique du financement des PME, cette articulation devient le paradigme dominant et se trame sous l'emblème de la complémentarité entre les deux secteurs: d'une part, nous avons les IMF qui disposent de mécanismes de financement appropriés, mais qui hélas, manquent de moyens financiers suffisants et d'autre part, nous avons les institutions bancaires qui disposent de ressources abondantes, mais qui ne disposent pas de la technologie de financement adéquate. En fait, la bonne croissance d'une activité économique est conditionnée entre autre par un capital considérablement adéquat ou carrément un fonds de roulement consistant en vue de se maintenir compétitif sur le marché.La République Démocratique du Congo butée actuellement à des crises économico-financières croissantes et connaît une croissance démographique accentuée. Cette situation pose énormément des problèmes de tout genre. Actuellement, les grandes entreprises congolaises en général et les petites entreprises en particulier connaissent des sérieux problèmes pour avoir l'accès au financement, raison pour laquelle elles ont du mal à se propulser et à développer d'autres initiatives(MONTHERC,2000:30-35). Néanmoins, l'accès au financement dépend non seulement des entreprises qui ont un besoin en fonds de roulement mais également des ménages ou institutions qui ont une capacité de financement. Cette situation nécessite une intervention des institutions financières en vue d'assurer à cette catégorie d'entreprises l'accès à des capitaux de démarrage et une assistance technique dont le but principal est les aider à constituer leur propre autonomie. Lorsqu'on parle des problématiques on pense à ceux dont le résultat est aléatoire et même douteux. Les agents économiques œuvrant dans le secteur de restaurant reçoivent-ils de financement ?Si tel est le cas, ont-ils un accès facile à ce financement ?Ya-t-il des véritables institutions financières pouvant leur octroyer des crédits ou leur fournir des fonds nécessaires pour résoudre les problèmes de financement ?La plupart des agents économiques œuvrant dans le secteur de restaurant n'ont pas d'accès au financement pour des raisons telles que : Ils préfèrent évoluer avec leur propre fonds c'est-à-dire, ils n'ont pas personnellement besoin d'un financement extérieur;Ils ne sont pas aussi sensibilisés sur ce sujet;l'environnement ne leur dispose pas des personnes ou institutions capables de répondre à toutes leurs besoins.Nous avons porté notre choix sur cette étude pour nous rendre compte du fonctionnement des PME au sein de la ville dans le secteur des restaurants comme cible.

2. Matériel et méthodes

La présente étude a été réalisée dans la ville de Kikwit. Les données utilisées se réfèrent de l'année 2019-2022.Ainsi, ce travail a eu recours à la méthode analytique. En effet, les

informations obtenue grâce à la source documentaire , à l'enquête et données statistiques ont été analysées pour tirer des conclusions se rapportant sur l'ensemble de la ville de Kikwit. Pour y parvenir, la ville de Kikwit a été divisée en strates représentés par les différents quartiers : Kazamba, Bruxelles, Kikwit cité, Kikwit 3, Potopoto, Ville basse, Plateau et Kanzombi. Le nombre exhaustif des restaurants nous a poussés à approximer dans la mesure du possible leur nombre total. Ainsi, nous avons constitué un échantillon de 54 individus. Le logiciel SPHYNX 4.8 nous a permis de concevoir le questionnaire utilisé dans la collecte des données, le dépouillement des données statistiques, l'analyse et la discussion des résultats obtenus.

2.1. Financement des entreprises

Le financement des entreprises recouvre une importance essentielle dans la vie d'une entreprise. Une économie se caractérise par l'existence de deux sortes d'agents économiques : ceux qui ont un besoin de financement et ceux qui sont en capacité de financement. Les institutions financières dont les banques par exemple servent d'intermédiaires entre les deux types d'agents. Depuis les années 1980, les entreprises ont eu largement recours au marché des capitaux notamment la bourse. Par conséquent, les agents économiques ayant besoin de financement ont différents moyens pour attirer les capitaux détenus par les agents économiques ayant des capacités de financement. Le financement est l'action de fournir l'argent nécessaire à la réalisation d'une opération économique. Pour une entreprise, le financement peut se faire à partir des bénéfices réalisés antérieurement ou en faisant appel au marché financier. On parle alors du financement direct dans le premier cas, ou indirect, par intermédiation bancaire (ECHAUDEMAISON C.D, 2007:320-325). L'autofinancement se mesure à travers les dotations aux amortissements (renouvellement des équipements), les provisions et les bénéfices non distribués, autrement dits mis en réserve. On peut, pour évaluer l'importance de l'autofinancement, utiliser plusieurs indicateurs :

- Le taux de marge $= \frac{EBE}{VA} (1)$

- Marge brute d'autofinancement ou cash-flow : Bénéfices distribués et mis en réserve
- Amortissements: cet indicateur mesure la capacité d'autofinancement de l'entreprise.

- Le taux d'autofinancement $= \frac{\text{Epargne de l'entreprise}}{\text{FBCF}} (2)$

- Autofinancement brut = CAF- dividendes distribuées au cours de l'exercice

L'autofinancement présente des avantages certains au niveau de l'entreprise et au niveau de l'économie nationale : Au niveau de l'entreprise, L'autofinancement est un financement interne disponible pour l'investissement tant en vue de maintenir le capital économique qu'en vue d'assurer la croissance de l'entreprise. Il constitue un remboursement gratuit des emprunts, donc un élément essentiel de la capacité d'endettement de l'entreprise. A ces deux titres, l'autofinancement est un moteur de croissance de l'entreprise compris au plan stratégique et financier car sur le plan stratégique : L'autofinancement confère à l'entreprise des degrés de liberté en matière de choix des investissements et sur le plan financier : L'autofinancement constitue un facteur d'indépendance financière appréciable, en particulier en période d'encadrement du crédit, il permet à l'entreprise de limiter le recours à l'endettement et d'améliorer donc sa rentabilité, en réduisant le poids des charges financières. De plus, l'amélioration de la situation nette de l'entreprise s'accompagne généralement d'une appréciation par le marché de la valeur boursière de l'action pour les sociétés cotées (BEIKAHIA R., et OUDAD H., 1997:154-160). Au niveau de l'économie nationale, l'autofinancement fait l'objet de vives controverses de caractère parfois politique. être conduite à étaler ses dépenses sur une période trop longue où à choisir des investissements de taille modeste. On lui reproche de diminuer, de manière sensible, la mobilité du capital car il maintient l'épargne dans un secteur de l'économie. On l'accuse aussi de mobiliser les conditions de partage du revenu au détriment des consommateurs, des travailleurs ou des actionnaires. Les inconvénients peuvent être : l'autofinancement limite la croissance de la PME à sa capacité bénéficiaire diminuée de l'impôt qui affecte les résultats; l'autofinancement constitue un frein à la mobilité du capital dans la mesure où les

bénéfices secrétés sont automatiquement réinvestis dans la même activité, il contribue ainsi à une mauvaise allocation des ressources; une politique d'autofinancement trop volontariste peut léser à court terme les actionnaires de l'entreprise; un autofinancement trop élevé peut susciter la mise en œuvre d'investissements inutiles. De la même façon, trop d'autofinancement peut amener l'entreprise à négliger l'endettement. L'autofinancement est également insuffisant pour couvrir tous les besoins de fonds de l'entreprise. Si cette dernière ne fait pas appel à l'épargne extérieure, elle peut être conduite à étaler ses dépenses sur une période trop longue où à choisir des investissements de taille modeste.

2.2. Financement par les fonds des tiers et propres

Le financement indirect de l'activité implique qu'il y ait un agent économique qui fait le lien entre les divers autres. On parle alors d'intermédiation financière. Cette intermédiation est le fait que les institutions financières (les banques) qui d'une part collectent l'épargne auprès des ménages et d'autre part prêtent aux entreprises les sommes nécessaires au financement de leur activité. Une économie qui fonctionne grâce essentiellement au rôle d'intermédiation des banques est appelée : « économie d'endettement ». Les ratios ci-après permettent d'évaluer le degré de l'endettement de l'entreprise.

$$\text{Protection de créance} : \left(\frac{\text{Fonds es tiers}}{\text{Total du Passif}} \right) \times 100 \quad (3)$$

$$\text{Dépendances financières} : \left(\frac{\text{Dettes à CT}}{\text{Capitaux permanents}} \right) \times 100 \quad (4)$$

L'importance de l'endettement se justifie dans la mesure où ces différents ratios dépassent 50%. Les financements par fonds des tiers s'opèrent formellement par l'entremise des institutions financières (bancaires et non bancaires).

Au plan comptable, les fonds propres de l'entreprise sont constitués du capital social augmentés des réserves, des reports des exercices antérieurs et des subventions d'équipements. Ils permettent le financement initial de l'entreprise sous forme des apports des associés (capital social), le renouvellement de l'équipement, le financement de l'exploitation par la contribution au fonds de roulement et le remboursement des emprunts.

2.4. Emprunts bancaires

Les recours aux emprunts à moyen terme (2 à 5 ans) et de long terme (plus de 5 ans) prennent la forme soit d'emprunts auprès d'établissements de crédits (les banques), soit d'emprunts obligataires. Le recours direct au marché des capitaux, est techniquement difficile pour les PME, (COURRENT J-M., ET, SAMMUT S., 2006: 241-246). On distingue deux types des marchés des capitaux : Le marché monétaire concerne les circuits de fonds prêtés et empruntés à court terme, au sens large, ils englobent les marchés implicites par lesquels les intermédiaires collectent les dépôts d'argent non financiers en surplus et octroient les crédits à court terme aux agents déficitaires. Il est composé en principe, des deux grands compartements : l'un réservé aux banques pour la gestion de leur excédents et besoin de trésorerie, et dont les opérations ne font pas l'objet d'émission de titres de créances (marché interbancaire) l'autre couvert aux banques, mais aussi aux entreprises et à l'Etat (marché des titres de créance négociable). Economiquement, les compartements ou sous-marchés du marché monétaire n'en forment qu'un, pour peu que les cloisonnements institutionnels n'empêchent pas l'osmose naturelle. (CAPULJ. Y., 2008:5-10); tandis que le marché financier est un marché des capitaux à long terme. Dans le cas où les besoins de financement concernent une échéance plus longue, l'agent en déficit de financement s'adressera nécessairement au marché financier. Les titres des valeurs mobilières sont échangés sur ce marché. Au sens strict, le marché financier c'est un compartiment de la bourse des valeurs qui concerne l'émission d'action et obligation (marché primaire pour les capitaux à long terme); et au sens large, le marché financier est une bourse des valeurs comprenant le marché primaire (émission) et le marché secondaire (échange des valeurs mobilières déjà émises). En ce qui concerne le marché primaire, seulement les émissions d'action et d'obligation, c'est un marché sur lequel sont cédés les titres nouvellement émis par les agents ayant des besoins de financement. Il assure en effet la rencontre entre les demandeurs de fonds qui émettent alors

des valeurs mobilières (une entreprise, qui souhaite se développer, émet des actions et des obligations ; l'Etat, pour financer le déficit budgétaire, émet des obligations) et les épargnants qui souhaitent placer leur argent et acheter alors les nouvelles actions et obligations. Il sied de noter que la notion du marché financier correspond alors à ce marché des émissions des nouveaux titres. Enfin, Le marché secondaire ne concerne que l'échange des valeurs déjà émises. Par exemple un épargnant ayant souscrit à une émission d'obligation d'Etat, peut souhaiter revendre ce titre à l'Etat : c'est sur ce marché secondaire qu'il pourra réaliser cette opération. Les agents économiques qui interviennent sur ce marché pour obtenir des capitaux peuvent soit émettre des actions (marché boursier), soit émettre des obligations (marché obligataire). Une action représente une part du capital d'une société qui donne droit à une part de bénéfice appelée dividende. Une obligation est une part d'emprunt donnant droit à la perception d'un intérêt. Le prêteur récupère son capital lorsque l'obligation arrive à son échéance. Quoi qu'il en soit, l'emprunt entraîne après une entrée des fonds, sortis de deux types : remboursement du capital et le paiement des intérêts. le tableau 1 suivant explique le processus.

Tableau 1. Le marché financier

Le marché primaire	Le marché secondaire
Marché financier	Bourse
Emissions des nouvelles valeurs mobilières	Echanges et cotations des valeurs mobilières déjà émises

Source : Résultats de l'auteur

2.5. Micro crédit

L'activité de micro crédit consiste généralement en l'attribution de prêts de faible montants à des entrepreneurs ou des artisans qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. Le micro crédit se développe surtout dans les pays en développement, où il permet de concrétiser des microprojets favorisant ainsi l'activité et la création. Il présente les caractéristiques suivantes : Une finalité orientée vers le développement local ; Des bénéficiaires sont souvent féminins ; Des taux d'intérêts plus élevés que le secteur bancaire traditionnel ; Une solution parmi d'autres pour permettre le développement et le risque (ADELESKI E., 2004:161-165). La version française fait primer la notion de risque sur celle d'aventure, ce qui est une traduction assez approximative et inadaptée, il s'agit pourtant d'une aventure entre industriels et financiers, associés dans un projet d'entreprise (ARON et Collab., 2001:287). Avec un fort potentiel de croissance, les risques généralement élevés de ces opérations sont compensés par des perspectives de plus-values importantes à réaliser au bout d'un certain temps. Les investisseurs en capital-risque définissent leur métier comme « *le financement et l'assistance au management* » et ils mettent en avant l'expression de partenaire actif de l'entreprise ou du dirigeant et certains affirment au sens large du terme « le capital-risque peut couvrir toutes les activités d'apport des fonds propres à des sociétés non cotées » à l'autre extrême, certains considèrent que le capital risque est limité aux opérations d'investissement dans des entreprises en création ou dans les jeunes entreprises technologiques (HIRIGORSENG., 1978:484; M. BERTONECHEN, 2008:1-5). Le capital-risque peut se définir comme l'association d'un entrepreneur et d'un capitaliste, qui vont ensemble couvrir le risque de l'entreprise et se partager leurs éventuels profits ». Il ressort que la traduction du vocable anglo-saxon *venture capital* au terme du capital risque n'a pas manqué d'engendrer des difficultés de définitions et d'approches, ces difficultés sont apparues au niveau de ses interventions et ses secteurs visés (M. D. NOUVELLET, 1989:57) Le capital risque n'est pas comme les autres modes de financement traditionnels, il comporte plusieurs caractéristiques, i PRATTC (1994: 113-120) : Une participation au capital social ; L'apport d'une valeur ajoutée au capital investi par une participation active ; L'orientation à long terme (de 5 ans à 10 ans).

3. Résultats et discussion

3.1. Résultats

3.1. 1. Impact de financement des restaurants dans la ville de Kikwit

3.1.1.1. Tableaux

Une étude menée par la Coopération Technique Belge (CTB) sous le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaire, PAIDECO en sigle a donné les résultats suivants: l'économie de la ville est occupée à plus de 70% par le secteur informel. 25% seulement des porteurs d'entreprises interviewés dans cette enquête possédaient un numéro d'enregistrement au Nouveau Registre de Commerce (CTB-PAIDECO, 2009: 23). Cette structure économique écarte les entreprises de l'accès aux sources de financement modernes et formelles. Le tableau ci-après présente les différentes sources exploitées par les entreprises pour le financement de leurs activités dans cette ville.

Tableau 1 . Sources de financements des TPE dans la ville de Kikwit

Sources de financement	Fréquences	Pourcentage
Fonds propre de l'entrepreneur	702	88,4
Famille élargie	59	7,4
Amis et collègues	28	3,5
Tontine locale	3	0,4
Coopérative d'épargne et de crédit	2	0,3
Total	794	100,0

Source : CTB-PAIDECO, Enquête Economie Locale, Kikwit, déc. 2009, p. 23.

Des résultats obtenus montrent que 88,4% des entrepreneurs de Kikwit en général utilisent leurs propres fonds au démarrage de leurs activités. Les mêmes tendances ont été enregistrées dans notre enquête concernant spécifiquement les restaurants. En effet, le

Tableau 2 ci-dessous indique que 93% des PME du secteur de restauration financent leurs activités avec des épargnes propres.

Tableau 2. Sources de financements de PME de restauration dans la ville de Kikwit.

Source de financement initial	Nb. cit.	Fréq.
Epargne propre	50	92,6%
Aides familiales	28	51,9%
Emprunt contracté auprès des proches (camarades ou amis)	2	3,7%
Emprunt contracté auprès des IF	7	13,0%
fonds disposés par l'organisation (Privée ou publique)	4	7,4%
La tontine	2	3,7%
Autres (à préciser)	0	0,0%
TOTAL OBS.	54	

Source : Résultats de l'auteur.

Les aides familiales, en dehors de fonds propre représente 52% d'entrepreneurs qui financent leurs activités à base des aides familiales. En effet, l'absence de plusieurs d'institutions

financières bancaires à Kikwit limite l'accès au crédit. Pour faire face à cette situation, les opérateurs économiques, créateurs des unités de production dans le secteur des restaurants retournent vers leurs familles pour financer leurs activités. La même tendance a été exprimée en général par les entrepreneurs de la ville de Kikwit au cours de l'étude menée par la CTB-PAIDECO. En effet, en nous référant au tableau 2 qui montre que les aides familiales occupent la deuxième place après les épargnes propres des créateurs, avec 7,4% de score. L'importance de l'épargne propre et les aides familiales explique clairement l'étroitesse du système financier de l'économie de Kikwit. Cette étroitesse explique aussi la taille de l'économie locale, dont la dépendance à la ville de Kinshasa situé à 520 Kms se fait de plus en plus remarquée.

3.1.2. Emprunts auprès des institutions financières (IF)

L'étroitesse de l'économie de la ville de Kikwit évoqué ci-dessus s'explique par le fait que 13% seulement des entrepreneurs ayant des restaurants trouvent du financement auprès des IF. Ce score est supérieur à celui de la ville en général, dont 0,3% d'entrepreneurs s'adressent aux coopératives d'épargne et de crédit pour financer la mise en place de leurs unités de production. L'absence des banques commerciales dans la ville fait que les institutions de micro finances et/ou les coopératives d'épargne et de crédits sont les pourvoyeuses les plus importantes des moyens financiers émanant des institutions financières.

3.1.2.1. Emprunts auprès des proches (amis et camarades)

La structure financière de la ville telle que présentée dans les lignes ci-dessus entraîne l'existence de certaines opportunités de financement dans le secteur informel. C'est ainsi que le financement par les emprunts auprès des proches prend de plus en plus de l'avance sur le financement par des institutions financières formelles. En effet, dans la ville de Kikwit, 3,5% de créateurs trouvent du financement auprès des amis, collègues ou camarades, contre 0,3% auprès des IF. En ce qui concerne le secteur de restauration, ce taux est de 3,7%, ce qui se rapproche de la tendance générale de la ville. La réalité de l'économie de la ville de Kikwit est à la base de l'essor d'une forme d'organisation informelle octroyant des moyens financiers à ses membres. La tontine ou MUZIKI en langue locale prend de plus en plus de l'ampleur dans la ville. Si dans la ville les utilisateurs de ce moyen de financement à la création représentent 0,4%, dans le secteur des restaurants 3,7% d'entrepreneurs y trouvent les moyens de démarrage de leurs unités de production.

3.1.2.2. Fonds disposés par les organisations (Privés ou publics)

Les organisations publiques telles que les institutions d'enseignements, les communes ou les quartiers de forces de l'ordre et privées, les entreprises, les confessions religieuses, les organismes internationaux disposent des restaurants pour l'alimentation de leur personnel en priorité et du public en général. Ces fonds représentent 7,4% du volume de financement PME dans ce secteur. Les lignes qui précèdent montrent que les PME de la ville de Kikwit en général et celles du secteur de la restauration en particulier connaissent des limites d'accès au financement. Celles-ci sont dues à plusieurs causes, notamment le nombre insuffisant d'institutions bancaires dans la ville de Kikwit.

3.1.3. Causes de limitation d'accès au financement

La limitation d'accès au financement dans la ville de Kikwit est due à plusieurs causes: l'insuffisance d'institutions financières non bancaires dans la ville de Kikwit, des fonds disposées par les IMF et les valeurs rétrogradées en matière entrepreneuriale des habitants de Kikwit.

3.1.4. Absence d'institutions financière bancaires

La ville de Kikwit ne dispose que d'un seul guichet de la banque centrale. Il s'agit d'une représentation de la Banque Centrale du Congo, chargé de faciliter les opérations financières de l'Etat, entre les régies financières et autres entreprises publiques, les établissements et administrations publics et les opérateurs privés. Ce guichet ne sert donc guère de tremplin au développement économique de la ville, car il ne facilite pas l'octroi des crédits aux initiatives de production. L'étude faite par la CTB-PAIDECO relève cet aspect des choses. En effet, elle indique que « près de 90% d'entrepreneurs de la ville ne sont pas en relation avec une banque. Ce phénomène s'explique par les conditionnalités imposées par des banques souvent

jugées moins attrayantes par les créateurs d'entreprises, par l'absence de guichets des banques commerciales dans la ville et par la non maîtrise des opérations bancaires par certains opérateurs »(CTB-PAIDECO, 2009: 22-23). Cette situation met en difficulté l'essor d'un secteur privé, catalyseur du développement économique de la ville.

3.1.5. Insuffisance des fonds disposées par les IMF

En dehors du guichet de la banque centrale congolaise, la ville de Kikwit se contente de 4 IMF : La Mutualité de Crédit et d'Épargne des Femmes de Kikwit (MUCREFEKI), la MEC SOSOLA, la COOPEC St François Xavier et la Coopérative de Pay-Kongila. Le nombre limité de ces institutions ne permet pas la disponibilité des fonds. Aussi, certaines de ces dernières ne sont pas de taille à financer des grandes opérations, vu le niveau de leur liquidité. Ce qui entraîne des conditionnalités moins attrayantes pour les petits acteurs économiques. De celle-ci, l'on peut noter le taux d'intérêt qui se situe en moyenne à 25% l'an. La hausse du taux d'intérêt et le manque de liquidité est consécutive à une mentalité ne favorisant l'alimentation des caisses des IMF. Les valeurs rétrogrades de la culture entrepreneuriale des habitants de Kikwit. Les habitants de la ville de Kikwit présentent des valeurs qui ne permettent pas le développement de la culture entrepreneuriale, telles que l'aversion envers la dette et le désir de l'autonomie de l'activité, ainsi que la thésaurisation.

3.1.6. La thésaurisation

La thésaurisation est corolaire au désir d'autonomie financière de l'activité. En effet, Au lieu de faire appel à l'extérieur, les créateurs font donc généralement leurs « fonds de tiroir » (parfois jusqu'au dernier centime), puis qu'ils mettent à contribution leur famille et les amis pourront être sollicités. Ils peuvent à tout moment ouvrir, fermer et reprendre sans qu'il y ait de consultations, ni d'études ni d'avertissements préalables. C'est cette autonomie qui pousse les entrepreneurs à thésauriser leur fonds au lieu de les garder auprès des IF. Cette pratique utilisée tant par les producteurs que les consommateurs ne permet pas aux IF de disposer des fonds nécessaires pour le financement des initiatives de production, et partant de la croissance économique de la ville. Dans le point précédent, il a été constaté que les PME du secteur de la restauration de la ville de Kikwit éprouvent des difficultés d'accès au financement. Toutefois, la ville de Kikwit regorge certains atouts économiques susceptibles de catalyser le développement du secteur financier.

3.2. Discussion

La perspective du secteur financier dans la ville de Kikwit est menée à la base de la matrice SWOT c-à-d Matrices des forces (Strength), faiblesses (Weakness), opportunités (Opportunities) et les menaces (Threats).

3.2.1. Forces du secteur financier de la ville de Kikwit.

Le secteur financier de la ville de Kikwit présente les forces suivantes : L'existence d'une demande effective des produits financiers. Les activités économiques dans la ville de Kikwit constituent à favoriser la croissance de la demande des produits financiers dans cette ville. Cette demande concerne les crédits à l'investissement, le change, les transferts des fonds, etc; La présence des IMF rentables et qui réussissent déjà à s'affirmer sur le marché de la ville de Kikwit; L'importance de la population de Kikwit et les emplois dans les secteurs privés et publics justifie dans une certaine mesure l'existence d'une épargne locale qui, faute de banque, serait thésaurisée, alors que certains porteurs des projets en expriment les besoins; La présence du guichet de la banque centrale constitue déjà un préalable au bon fonctionnement des banques commerciales. Cette représentation jouerait le rôle de contrôle du secteur financier et monétaire dans la ville en favorisant son développement; Le développement au sein de la population d'une culture entrepreneuriale va stimuler ceux qui ont la capacité de financement d'intervenir plus aisément sur le marché. La limitation actuelle d'accès au financement dont souffrent les PME de la ville de Kikwit est due aux multiples faiblesses que connaît le secteur financier dans cette ville.

3.2.2. Faiblesses du secteur financier de la ville de Kikwit

L'enquête menée auprès des PME du secteur de la restauration dans la ville de Kikwit met en exergue une grande diversité des besoins des entreprises, parmi lesquels ressortent en première lieu le financement de l'implantation (investissement et fonds de roulement de départ) et celui

de l'acquisition d'équipements nouveaux nécessaires pour le développement de l'activité. De façon substantielle, les contraintes du développement du secteur financier de la ville de Kikwit peuvent être suivantes : La pauvreté et le chômage de la population, dont la majorité ne peut épargner, car l'essentiel du revenu est consacré à la consommation ; L'absence des ressources énergétiques (eau et électricité) nécessaires à l'essor du secteur productif, pouvant constituer un bon catalyseur du développement des finances dans la ville ; L'absence de culture bancaire des habitants de Kikwit, qui éprouvent de l'aversion envers les crédits. Cette absence de culture se fait manifester par une faible fréquence au guichet des institutions financières due à l'ignorance et/ou à l'inhabitude ; Les techniques de gestion des entreprises de Kikwit ne favorisant guère leur éligibilité aux crédits bancaires, car ne répondant parfois pas aux normes de comptabilités exigées par les banques. Ces techniques sont consécutives au caractère informel des entreprises de cette ville ; Le non-respect des échéances ou des modalités de remboursement ; La défaillance de la plupart des entreprises ce peut entraîner même le non remboursement de la dette contractée ; L'inadéquation entre l'offre et la demande de financement ; Le taux d'intérêt très élevé na favorisant pas l'accès au crédit des opérateurs économique désireux d'en contracter en vue de financer leurs activités. Dans le même ordre d'idées, les entrepreneurs du secteur de la restauration interviewés au cours de cette étude estiment que la baisse du taux d'intérêt faciliterait les opérations financières. Les déclarations sont reprises dans le tableau 4 suivant.

Tableau 3. Suggestions des entrepreneurs propriétaires des restaurants en rapport avec l'assainissement du secteur financier

Suggestions	Effectif	%
Mise en place des banques commerciales	54	100, 0%
Création des MEC(Mutualités d'Epargne et de Crédit)	52	96, 3%
Formation des opérateurs économiques à la culture de crédit	45	83, 3%
Création des IMF	47	87, 0%
Multiplication des tontines	3	5,6%
Baisse du taux d'intérêt	47	87, 0%
Moyenne observée	54	76,5

Source : Résultats de l'auteur

Des résultats obtenus, 87% de ces entrepreneurs pensent que le taux d'intérêt doit être revu à la baisse afin de leur faciliter la tâche. En revanche, l'installation des banques commerciales a été réclamée par toutes les unités interviewées, suivie de celle des Mutualités d'Epargne et de Crédit. La formation des entrepreneurs est nécessaire. En effet, 83,3%, estiment que la formation des entrepreneurs à la culture de crédit est importante pour développer ce secteur. Le développement de la tontine est corolaire au caractère informel de l'économie de Kikwit. Les entrepreneurs en sont conscients, car 5,6% des interviewés, pensent qu'il faut le développer, alors que les autres estiment nettement qu'il ne faut pas y recourir vu les limites qu'elle présente. En dépit de ces faiblesses, la ville de Kikwit jouit de certaines opportunités au développement de son secteur financier.

4. Conclusion

L'objectif poursuivi par ce travail était de connaître les différentes sources de financement des PME de la ville de Kikwit en général, et ceux du secteur des restaurants opérant dans cette ville en particulier. Le financement est une activité importante dans la vie d'une entreprise. Elle permet la constitution de cette dernière et facilite le déroulement de l'exploitation de l'objet social. Les entreprises ont recours à multiples formes de financement qui peuvent être internes ou externes. Le financement interne met en exergue le rôle de l'autofinancement, alors que le financement externe s'intéresse au rôle des marchés financiers constitués par les institutions financières. Vu les difficultés des PME dans l'économie d'accès au marché financier. Nous avons tenter d'analyser les différentes formes de financement dont usent les PME de la ville de Kikwit ainsi que les raisons qui limitent leur accès au financement formel. De cette analyse, il s'est avéré que les PME de la ville de Kikwit utilisent plus des fonds

propres et des aides familiales tant à la création qu'au refinancement de l'activité des entreprises. Cette situation s'explique par l'absence d'institutions financières dans la ville de Kikwit, l'insuffisance des fonds disposés par les IMF et le nombre limité de ces derniers, les valeurs rétrogrades de la culture entrepreneuriale des habitants de Kikwit, l'aversion envers la dette et le désir de l'autonomie de l'activité ainsi que la pratique de la thésaurisation. Toutefois, l'avenir du secteur financier de la ville de Kikwit ne laisse à désirer au vu des forces et des opportunités à sa portée. En perspective, Kikwit renferme des entrepreneurs ayant des visions et des énergies capables de soutenir et d'initier des projets de production dont cette ville a besoin. La ville de Kikwit doit donc chercher à dépasser ses faiblesses, profiter des opportunités et user de ses forces pour accroître sa production globale qui devra, en filigrane, favoriser l'essor du secteur financier.

REFERENCES

- [1] ARON R., ET CIE (2001), *Encyclopédie de gestion*, tome 1, La découverte, Paris, 1600 P
- [2] BELLENANTE B. ET L.MABERANLT. (2000), *Dictionnaire de la bourse et demarchés*, Fayard, 2^e édition, Paris, 333 Pages.
- [3] MONTHERC.(2000), *Capital Risque*, Banque éditeur, L'Hermès, Lyon, 127 Pages.
- [4]. ECHAUDEMAISON C.D. (2007), *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, éd. Nathan, 7^e édition, Paris, 574 Pages.
- [5]. PRATTC., (1994), *Politiques financières de l'entreprise*, la découverte, Paris, 175 Pages.
- [6] CTB-PAIDECO (2009), *Enquête : Economie locale de Kikwit*, Inédit, Déc.
- [7] NOUVELLETD.(1989), *Le capital-risque, un métier*, Risque Banque, N° 496, Paris, 127 Pages.
- [8] ADELESKIE. (2004), *Enquêtes sur les micros crédits*, Scodel, Paris, 908 Pages.
- [9] HIRIGORSENG., (1999), *Transmission des PME et participation des salariés*, Banque, N° 412, Mai 1999, 578 Pages.
- [10]. COURRENT J-M. ET S., SAMMUT (2006), *Elaborer son dossier financier de création*, Dunod, 3^e édition, Paris, 247 Pages.
- [11] CAPULJ. Y. (2008), *Dictio d'économie*, Hatier, Paris, 575 Pages.
- [12]BERTONECHEM. (2008), *Capital-risque*, PUF, Paris, 1987, 127 Pages.
- [13]BEIKAHIA R. ET OUDADH. (1997), *Finance d'entreprise*, Flammarion, Paris, 280 Pages.